

**LES FACULTÉS D'ALGER****LEUR REFUSENT  
L'INSCRIPTION****Une trentaine  
d'étudiants de  
l'université de  
Chlef abandonnée**

Une trentaine d'étudiants, ayant réussi leur première année de tronc commun sciences humaines à l'université Hassiba-Ben-Bouali de Chlef, se retrouvent ballottés depuis plus d'un mois entre les différentes facultés d'Alger pour s'inscrire en journalisme.

Ayant opté pour cette spécialité, non enseignée à Chlef, ces étudiants ont été orientés par les services de la pédagogie de leur université «verbalement» et «munis d'un relevé de notes et d'une fiche de vœux» vers les différentes facultés d'Alger.

D'abord, l'université de Beni Messous puis celle de Bouzareah, où «on nous a demandé de refaire l'année sous prétexte que notre année de tronc commun a été amputée de deux modules essentiels pour poursuivre un cursus en journalisme», et enfin la Faculté centrale, ce groupe d'étudiants n'a toujours pas réussi à s'inscrire.

Et à chaque fois «personne ne veut nous recevoir ni nous informer sur ce qu'il faut faire», témoigne le père d'une étudiante qui s'est présenté hier à notre rédaction.

A seulement trois jours de la fin du délai des inscriptions (jeudi prochain, ndlr), ces étudiants, obligés de faire les allers-retours chaque jour entre la capitale et Tizi-Ouzou ou Boumerdès, ne sont inscrits nulle part.

Pourtant, ils affirment être «prêts à accepter une autre spécialité pour peu que l'on nous dise ce que nous devons faire».

Jetés en pâture dans les méandres d'un enseignement universitaire où aucun responsable n'a daigné les recevoir, ces étudiants risquent tout simplement de rater leur année universitaire.

Nos tentatives de joindre les services du ministère de l'Enseignement supérieur sont restées vaines.

Lotfi M.

**ÉTUDES DE MÉDECINE****Les médecins demandent  
la révision du contenu pédagogique**

*Quelle formation faut-il dispenser aux étudiants en médecine ? Les futurs médecins sont-ils en mesure d'exercer cette fonction, avec beaucoup de garanties et de savoir-faire ? Ce sont là quelques questions qui sont au centre des préoccupations de la famille médicale.*

**Rosa Mansouri - Alger**

(Le Soir) - Réunis à l'occasion du 9<sup>e</sup> Forum national de formation médicale continue, dont les travaux ont débuté hier, au Palais des expositions, des professeurs et des médecins généralistes ont carrément fait un plaidoyer pour demander la révision du contenu pédagogique des études en médecine, actuellement dépassé par l'évolution technologique et scientifique. Invité d'honneur à ces débats, le professeur Meradji Bousaâd, un des premiers chirurgiens de la médecine algérienne, a exprimé son incompréhension face au

maintien des mêmes programmes depuis le début des années 1970 dans une profession en permanente progression. «Il n'y a même pas eu une évaluation des programmes en question», a-t-il affirmé, notant que ces derniers ont été conçus, à l'époque, pour répondre à un besoin quantitatif.

Quelques modifications insignifiantes ont été parfois apportées sur lesdits programmes, sans pour autant toucher aux profondeurs des études.

Sans vouloir s'attaquer aux enseignants se trouvant actuellement dans les facul-

tés de médecine, l'orateur s'interroge toutefois sur leur niveau d'études et de savoir-faire.

Faisant partie du corps médical également, ces enseignants ne suivent aucune formation continue, en dehors de l'université. Ils ne font pas d'échange inter-facultés et sont en décalage avec les dernières inventions de la médecine. Alors quelles formations peuvent-ils dispenser aux étudiants en médecine, si ce n'est une théorie déphasée ? s'interroge-t-on encore.

Cet environnement des formateurs se répercute négativement sur la qualité de la formation des étudiants en médecine.

De son côté, le professeur Brouri a appelé les pouvoirs politiques à mettre fin au discours des chiffres qui a ten-

dance à dissimuler une réalité plus importante et aujourd'hui inquiétante. Il fait savoir aussi que «tant que les doyens des facultés de médecine sont nommés par les politiques, la situation risque de perdurer encore». La solution donc est dans la formation continue.

Les médecins algériens, les généralistes particulièrement, sont conviés à s'inscrire et à profiter des opportunités de formations qui s'offrent à eux afin de se mettre au diapason des inventions scientifiques dans le domaine de la médecine.

Il faut préciser que les médecins ne participent même pas à 30% des séminaires de formation et des journées d'études qui sont organisées annuellement par différents partenaires.

R. M.

**PRÉSENTATION DU LIVRE DU MOUDJAHID OMAR BOUDAUD****L'écriture de l'histoire ne fait pas l'unanimité**

*L'écriture de l'histoire peut-elle se faire de manière totalement dépassionnée ?*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** -Au regard du débat suscité hier par la présentation du livre du moudjahid Omar Boudaoud *du PPA au FLN*, la question est toujours aussi sensible. Invité hier à évoquer son parcours immortalisé dans des mémoires, l'invité du Forum d'*El Moudjahid* est revenu sur les événements qui l'ont marqué avant et pendant la guerre de Révolution.

Un témoignage salué par ses pairs même si certains d'entre eux auraient préféré que «toute» la vérité soit dite sans artifice, ni usage de terme édulcoré. «La révolution est faite de héros, de

victoire et de trahison. Contre cela personne ne peut rien et lorsqu'on écrit, il ne faut pas édulcorer. On ne peut pas parler de différends quand il s'agit de trahison. L'écriture de l'histoire ne doit, à aucun moment, être politisée et les faits ne doivent pas être travestis. Il faut dire clairement que les moudjahidine se sont livrés à un moment une lutte pour le pouvoir et cette situation a rallongé la guerre d'au moins trois ans», a affirmé un compagnon de lutte de Omar Boudaoud.

Ce dernier, tout en partageant cet avis, a indiqué que l'écriture de l'histoire était un devoir. Pour cet ancien responsable de la fédération de France, la préparation de la guerre de Révolution

date du début des années 20, ajoutant que les événements tragiques du 8 Mai 1945 n'ont fait que précipiter les choses.

Mohamed Abbès qui a recueilli, il y a de cela 20 ans, les témoignages de Bendaoud est longuement revenu sur le parcours de ce dernier. Né en 1924, il a rejoint très jeune le PPA. Arrêté après les événements de 1945, il ralliera la France où il devient responsable de la fédération de France puis le Maroc en 1957 et est devenu membre du conseil de la révolution. Membre de l'assemblée constitutive après l'indépendance, il a préféré se retirer de la vie politique après le coup d'Etat de 1965.

N. I.

**DEUXIÈME ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE****Les Français en force**

*La deuxième édition du Salon international de l'industrie, «Alger Industries», a été inaugurée, hier, au Palais des expositions de la Safex aux Pins-Maritimes, par Ould-Mohammed Mohamed, directeur général des grandes entreprises au ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements.*

Organisé par Batimatec Expo, fixé par les entrepreneurs industriels à leurs marchés clients, et réservé aux professionnels, ce rendez-vous a été réalisé dans le cadre d'un partenariat avec la Chambre française de commerce et d'industrie en Algérie, la CCI de Marseille-Provence.

Cet événement est révélateur de la puissance et de la diversité des partenaires nationaux et étrangers. Il permet, entre autres, de faire connaître la

créativité industrielle des différentes entreprises exposantes. Celles-ci avoisinent les deux cents, précisément 189, selon les organisateurs du Salon. La France se taille la part du lion avec la participation de 97 entreprises.

A noter également la présence de deux sociétés italiennes et une entreprise polonaise.

La participation algérienne, elle, est très faible par rapport aux attentes des organisateurs.

Ce salon se positionne comme une plate-forme d'échanges et de partage d'expériences et de nouveautés dans le domaine des machines et autres types d'équipement industriel. Près de 15 000 visiteurs sont attendus, à ce salon qui a réuni plusieurs participants, entre exposants et visiteurs, tous avides de connaître les succès les plus récents et autres inventions dans le monde de l'industrie. Aussi, ce

rendez-vous permet de découvrir les dernières innovations technologiques et participer à l'initiative de l'industrie. Il participe, de ce fait, à la promotion et à la création d'unités de taille PME et PMI, notamment à l'échelle locale.

Il permet aussi la densification des relations entre partenaires nationaux et étrangers.

Selon Ould-Mohammed Mohamed, directeur général des grandes entreprises au ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements, le tissu industriel algérien compte «plus de 1 000 entreprises» et le Mipi prend en charge le développement du secteur, en application de la nouvelle stratégie industrielle.

A ce titre, il parlera de la mise en place «de grandes entreprises industrielles dans différents créneaux, à savoir la pétrochimie, la pharmacie, la mécanique, le ciment et l'agroalimen-

taire. Plusieurs cabinets d'expertises, nationaux et internationaux, participeront à la concrétisation de ces pôles industriels», selon Ould-Mohammed. Déjà mise en œuvre, celle-ci aurait commencé par une nouvelle organisation du Mipi en cinq directions. Il s'agit des directions du développement industriel, de l'intelligence économique, de la compétitivité, des grandes entreprises, et enfin de l'investissement.

A noter que des espaces aménagés ont été réservés gratuitement aux agences de promotion et de l'investissement de l'emploi et de la formation.

Cet événement est une opportunité pour ce genre d'organisme afin d'attirer l'investisseur étranger par des avantages fiscaux et parafiscaux», nous explique M<sup>me</sup> Heraouan cadre à l'Andi.

W. Z.